

Unité départementale du Loiret  
3 rue de Carbone  
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 02/05/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur 

#### **ESSITY OPERATIONS FRANCE**

Arrabloy Lieu-dit « La Lombarderie »  
45500 Gien

Références : VAT2025182  
Code AIOT : 0010001145

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2025 dans l'établissement ESSITY OPERATIONS FRANCE implanté Arrabloy Lieu-dit La Lombarderie 45500 Gien. L'inspection a été annoncée le 07/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a permis d'aborder deux incidents intervenus sur le site au cours des dernières semaines.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESSITY OPERATIONS FRANCE
- Arrabloy Lieu-dit La Lombarderie 45500 Gien
- Code AIOT : 0010001145
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ESSITY OPÉRATIONS FRANCE réalise dans son usine de GIEN la fabrication de papiers sanitaires et domestiques (mouchoirs, rouleaux essuie-tout, papiers toilette...). Le site dispose de machines de fabrication de bobines de papier et de produits finis.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Formation du personnel des entreprises extérieures	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
8	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
9	Réalisation des campagnes d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
10	Exigences pour les prélèvements PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
11	Déclaration GIDAF des campagnes PFAS	Arrêté Ministériel du 23/06/2023, article 4-III	/	Demande d'action corrective	1 mois
12	Plan d'actions PFAS – Prioritaire national sur critère « flux AOF »	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
13	PFAS - Définition d'un plan d'action de	Code de l'environnement du 07/03/2025, article L. 181-14	/	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	suppression/réduction des PFAS				
14	PFAS - Mesures d'investigation complémentaire	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	PFAS – Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 07/03/2025, article L. 110-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
17	Suivi des actions suite incident sur chaudière HTF	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 2.5.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
18	Départ de feu ligne Air Laid	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 2.5.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
19	Gestion des déchets générés par la pollution bassin Est	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.5.8	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
20	Emissions de poussières à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 3.1.1	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des accidents - Confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.6.6.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	d'extinction (vi 02/08/2022)			
2	Traitement des déchets liquides générés par l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.5.8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Contenu du permis d'intervention – plan de prévention	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.6.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Volume de confinement	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.6.6.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
16	Incident sur chaudière HTF	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 2.5.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Gestion des accidents - Confinement des eaux d'extinction (vi 02/08/2022)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.6.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 31/08/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025</li> </ul>

### Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à deux bassins de confinement étanches aux produits collectés et d'une capacité de 4556 m<sup>3</sup> (bassin d'orage Ouest) et de 6127 m<sup>3</sup> (bassin d'orage Est) avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.[...]

Le confinement des eaux polluées fait l'objet d'une consigne.

### Constats :

Rappel des constats formulés lors de la visite d'inspection du 02/08/2022 :

- L'exploitant n'a pas confiné les eaux d'extinction générées lors de l'incendie et eaux de lavage potentiellement polluées qui sont passées par la STEP interne sans analyse avant rejet en Loire.
- L'exploitant ne dispose pas d'une consigne de mise en œuvre des mesures nécessaires au confinement des eaux d'extinction générées par un incendie dans un bâtiment de production ou de stockage.

-----  
APMD du 31/01/2024 - Article 1 point 4 :

La société ESSITY OPERATIONS FRANCE, exploitant la papeterie sise sur la commune de GIEN-ARRABLOY, La Lombarderie, est mise en demeure de respecter les dispositions :

- relatives au confinement des eaux d'extinction incendie, [...] de l'article 7.6.6.1 de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2018 susvisé en assurant le confinement des eaux d'extinction incendie et en mettant en place une consigne pour la mise en œuvre des mesures de confinement, dans un délai d'un an.

Le délai associé à ce point de la mise en demeure est échu au jour de la visite d'inspection

-----  
L'exploitant avait présenté son projet de réalisation d'un dévoiement des réseaux internes du site pour permettre le confinement des eaux polluées générées par les opérations d'extinction d'un incendie dans les bâtiments du site à l'occasion d'une réunion courant 2024. L'exploitant précise que les travaux ont été achevés le 19/12/2024.

- vu : plan de réalisation des travaux présentant l'emplacement des vannes nécessaires au dévoiement des réseaux en cas de feu dans le bâtiment de production de la PM3, et celles nécessaires en cas de feu dans le bâtiment de production PM1-PM2. Ces vannes permettent ainsi de by-passer la STEP et d'acheminer les effluents directement vers le bassin de confinement du site (bassin catastrophe Ouest) ;
- vu : présence de deux vannes (existantes) permettant les confinement et dévoiement en amont de la STEP industrielle du site sur le réseau en provenance du bâtiment de la PM3 ;
- vu : présence de deux vannes (existantes) permettant les confinement et dévoiement en amont de la STEP industrielle du site sur le réseau en provenance du bâtiment des PM1 et PM2 ;
- vu : mise en place de deux nouvelles vannes permettant les confinement et dévoiement du réseau en provenance du bâtiment de la PM3 vers le bassin catastrophe Ouest ;
- vu : mise en place de deux nouvelles vannes permettant les confinement et dévoiement du réseau en provenance du bâtiment des PM1 et PM2 vers le bassin catastrophe Ouest ;
- vu : commande pour panneaux d'identification des vannes de confinement.

L'exploitant précise que des essais d'étanchéité en charge ont été réalisés par la société EXEAU TP

<p>ayant réalisé les travaux. Aucun justificatif n'a été présenté le jour de la visite. Toutefois, l'exploitant a transmis par courriel une attestation en date du 10/03/2025 de la société EXEAU TP en ce sens.</p> <p>L'exploitant a établi une procédure de mise en oeuvre des vannes de confinement. Il précise qu'il est prévu un test de mise en oeuvre du confinement avec les équipes de pompiers internes du site le 30/04/2025.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant confirme que les équipes de pompiers internes du site disposent de spots d'éclairage afin d'intervenir sur les bassin en vue de la mise en oeuvre des vannes, y compris la nuit.</p> <p><b>Au regard des éléments ci-dessus, les deux écarts sont levés. Cette disposition de la mise en demeure est satisfaite.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Traitement des déchets liquides générés par l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.5.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Elimination des substances ou mélanges dangereux
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 01/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat [PDC5] formulé lors de la visite d'inspection du 01/02/2024 :</u>  L'exploitant rejette des effluents potentiellement pollués sans caractérisation préalable.</p> <p>-----</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure avait été transmis à l'exploitant, les éléments suivants ont été portés à la connaissance de Madame la Préfète et de l'inspection des installations classées dans le cadre de la procédure contradictoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'exploitant a réalisé une mesure en interne des eaux du bassin. Ces analyses ne font pas apparaître de résultats non conformes aux valeurs limites d'émission pour les paramètres réglementés par l'arrêté préfectoral du site ;</li> <li>- L'exploitant a justifié d'une caractérisation effectuée par la société Eurofins. Le rapport d'analyses préliminaire a été transmis le 20/02/2024, suivi d'un rapport définitif envoyé le 21/03/2024. Les analyses font état de résultats conformes au point de rejet.</li> </ul> <p>En conséquence, la vidange du bassin d'orage a été autorisé le 12/03/2024.</p> <p>Au regard de ces éléments, le constat est levé. La proposition d'arrêté préfectoral de mise en</p>

demeure sur ce point a été abandonnée.  
Absence d'écart constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 01/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 14/03/2024

**Prescription contrôlée :**

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer:

- l'interdiction de fumer;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt;
- l'obligation du «permis d'intervention» ou «permis de feu»;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment);
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

**Constats :**

Rappel du constat [PDC8] formulé lors de la visite d'inspection du 01/02/2024 :

Le plan de prévention établi avec les entreprises extérieures ne présente pas l'ensemble des consignes d'exploitation nécessaires à la prévention des accidents. Les risques ne sont pas identifiés, la visite préalable n'est pas réalisée, les mesures de prévention ne sont pas définies.

-----  
Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été transmis à l'exploitant, les éléments suivants ont été portés à la connaissance de Madame la Préfète et de l'inspection des installations classées dans le cadre de la procédure contradictoire :

- L'exploitant a transmis la note interne du 2 février 2024 relative à l'interdiction d'accès des véhicules à moteurs thermiques dans les bâtiments, sauf autorisation écrite délivrée sur la base d'une analyse des risques.

<p>- L'exploitant a transmis l'autorisation délivrée le 16 février 2024 à la société BERTON SARL dans le cadre de travaux de génie civil, en application de la note sus-mentionnée ;</p> <p>- L'exploitant a transmis le livret d'accueil sécurité du site ;</p> <p>- L'exploitant a transmis les trames de plan de prévention ponctuel pour l'année 2024.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant avait précisé la politique sécurité et zéro accident du site à l'appui de la démarche de prévention des accidents.</p> <p>Dans ses éléments de réponse, l'exploitant avait également transmis un bilan des actions menées au niveau du groupe ESSITY (programme I-CARE) pour prévenir les accidents du travail, ainsi que la tendance à la baisse du nombre d'accidents du travail des salariés. L'exploitant avait transmis à l'appui des versions numérisées de 3 plans de prévention établis à des entreprises extérieures depuis l'incendie sur le site.</p> <p>-----</p> <p>L'objectif de la présente visite d'inspection était de réaliser un point d'avancement de la prise en compte de ces éléments dans les analyses des risques menées par l'exploitant en vue de prévenir tout nouveau scénario d'incendie.</p> <p>Vu : Plan de prévention établi avec la société MEYER relative à l'intervention en date du 13/02/2025 pour le nettoyage de la toiture et le curage du réseau eaux pluviales jusqu'au bassin d'orage dans le cadre de la fuite d'huile de la chaudière HTF.</p> <p>Vu : Plan de prévention établi avec la société MEYER relative à l'intervention en date du 07/03/2025 sur le bassin orage Est pour l'écémage en surface de la pollution hydrocarbonée consécutive à la fuite d'huile de la chaudière HTF.</p> <p>Ces deux plans de prévention comportent la mention et date de la visite préalable sur les lieux d'intervention et l'analyse des risques comprenant les mesures de prévention et de protection prévues. Chaque document est signé par les parties et les salariés intervenants de l'entreprise extérieure. En cela, le contenu des plans de prévention apparaissent répondre à l'attendu.</p> <p>Au regard de ces éléments, le constat est levé. <b>La proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure sur ce point est abandonnée.</b></p> <p><b>Absence d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Contenu du permis d'intervention – plan de prévention**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.6.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu du permis d'intervention</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 01/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/03/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les motivations ayant conduit à sa délivrance,</li> <li>• la durée de validité,</li> <li>• la nature des dangers,</li> </ul>

- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

[...]

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

[...]

### Constats :

Rappel du constat [PDC11] formulé lors de la visite d'inspection du 01/02/2024 :

Le plan de prévention établi avec les entreprises extérieures est incomplet et n'a pas fait l'objet d'une visite préalable : il ne fait pas mention de la nature des dangers, du type de matériel pouvant être utilisé et des mesures de prévention à prendre.

-----

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été transmis à l'exploitant, les éléments suivants ont été portés à la connaissance de Madame la Préfète et de l'inspection des installations classées dans le cadre de la procédure contradictoire :

- L'exploitant a transmis la note interne du 2 février 2024 relative à l'interdiction d'accès des véhicules à moteur thermique dans les bâtiments, sauf autorisation écrite délivrée sur la base d'une analyse des risques.
- L'exploitant a transmis l'autorisation délivrée le 16 février 2024 à la société BERTON SARL dans le cadre de travaux de génie civil, en application de la note sus-mentionnée ;
- L'exploitant a transmis le livret d'accueil sécurité du site ;
- L'exploitant a transmis les trames de plan de prévention ponctuel pour l'année 2024.

Par ailleurs l'exploitant avait précisé la politique sécurité et zéro accident du site à l'appui de la démarche de prévention des accidents.

Dans ses éléments de réponse, l'exploitant avait également transmis un bilan des actions menées au niveau du groupe ESSITY (programme I-CARE) pour prévenir les accidents du travail, ainsi que la tendance à la baisse du nombre d'accidents du travail des salariés. L'exploitant avait transmis à l'appui des versions numérisées de 3 plans de prévention établis à des entreprises extérieures depuis l'incendie sur le site.

-----

L'objectif de la présente visite d'inspection était de réaliser un point d'avancement de la prise en compte de ces éléments dans les analyses des risques menées par l'exploitant en vue de prévenir tout nouveau scénario d'incendie.

Voir partie "constats" du point de contrôle [PDC3] du présent rapport.

Au regard de ces éléments, le constat est levé. **La proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure sur ce point est abandonnée.**

**Absence d'écart constaté.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation du personnel des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.5

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel des entreprises extérieures

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 01/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2024

Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger

Constats :

Rappel du constat [PDC12] formulé lors de la visite d'inspection du 01/02/2024 :

L'exploitant n'a pas dispensé de formation aux salariés intervenants des entreprises extérieures sur les risques inhérents aux activités (en l'espèce activité de stockage de matières combustibles) et sur les consignes propres aux interventions en toute sécurité.

-----  
Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été transmis à l'exploitant. Dans ses éléments de réponse apportés dans le cadre de la procédure contradictoire, l'exploitant a transmis des éléments de suivi des plans de prévention dits "cadre" qu'il établit avec les entreprises extérieures annuellement. Une réunion d'information / formation des intervenants a eu lieu en 2023 et une nouvelle session était prévue fin 2024. Le contenu du plan de prévention cadre permet d'identifier, selon la nature des interventions, les consignes spécifiques au site que les intervenants de la société extérieure doivent connaître et appliquer. Ce document comporte des informations liées au comportement à tenir en cas d'accident et d'incendie (alerte, évacuation, etc). En cela le document, en complément d'une formation et d'un permis d'intervention ponctuel, est de nature à répondre à l'attendu défini à l'article 7.4.5. Toutefois, les sociétés intervenantes lors de l'incendie du 31 janvier 2024 (AEB et BERTON) n'ont pas signé de

plan de prévention cadre. L'exploitant n'a dès lors pas justifié d'une information équivalente auprès des sociétés extérieures intervenant en dehors d'un plan de prévention cadre.

L'objectif de la présente visite d'inspection était de réaliser un point d'avancement de la prise en compte de ces éléments dans les analyses des risques menées par l'exploitant en vue de prévenir tout nouveau scénario d'incendie.

Vu : Plan de prévention ponctuel établi avec la société MEYER relative à l'intervention en date du 13/02/2025 pour le nettoyage de la toiture et le curage du réseau eaux pluviales jusqu'au bassin d'orage dans le cadre de la fuite d'huile de la chaudière HTF.

Vu : Plan de prévention ponctuel établi avec la société MEYER relative à l'intervention en date du 07/03/2025 sur le bassin orage Est pour l'écémage en surface de la pollution hydrocarbonée consécutive à la fuite d'huile de la chaudière HTF.

Ces deux plans de prévention comportent la mention et date de la visite préalable sur les lieux d'intervention et l'analyse des risques comprenant les mesures de prévention et de protection prévues. Chaque document est signé par les parties et les salariés intervenants de l'entreprise extérieure. En cela, le contenu des plans de prévention apparaissent répondre à l'attendu.

Par ailleurs, lors de la visite, l'exploitant indique qu'une formation est prévue le 2 avril avec les sociétés soumises à un plan de prévention cadre (intervention d'une durée supérieure à 400 heures). La formation comprendra : les règles de sécurité du groupe, le règlement intérieur du site, les standards de sécurité du groupe, une présentation des risques présents sur le site.

**Au regard de ces éléments, la proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure sur ce point est abandonnée.**

Toutefois et dans l'attente de la réalisation de cette session de formation, le constat est maintenu mais reformulé comme suit:

**[PDC5] : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la formation des entreprises extérieures intervenant dans le cadre d'un plan de prévention cadre.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Surveillance de l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance de l'installation

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 01/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

- date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

**Constats :**

Rappel du constat [PDC13] formulé lors de la visite d'inspection du 01/02/2024 :

Les opérations de reprise de déchets dans le bâtiment de stockage des bobines TAD ont été effectuées par l'entreprise extérieure sans surveillance par une personne ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

-----  
Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été transmis à l'exploitant, les éléments suivants ont été portés à la connaissance de Madame la Préfète et de l'inspection des installations classées dans le cadre de la procédure contradictoire :

- L'exploitant a transmis la note interne du 2 février 2024 relative à l'interdiction d'accès des véhicules à moteur thermique dans les bâtiments, sauf autorisation écrite délivrée sur la base d'une analyse des risques.
- L'exploitant a transmis l'autorisation délivrée le 16 février 2024 à la société BERTON SARL dans le cadre de travaux de génie civil, en application de la note sus-mentionnée ;
- L'exploitant a transmis le livret d'accueil sécurité du site ;
- L'exploitant a transmis les trames de plan de prévention ponctuel pour l'année 2024.

Par ailleurs l'exploitant avait précisé la politique sécurité et zéro accident du site à l'appui de la démarche de prévention des accidents.

Dans ses éléments de réponse, l'exploitant avait également transmis un bilan des actions menées au niveau du groupe ESSITY (programme I-CARE) pour prévenir les accidents du travail, ainsi que la tendance à la baisse du nombre d'accidents du travail des salariés. L'exploitant avait transmis à l'appui des versions numérisées de 3 plans de prévention établis à des entreprises extérieures depuis l'incendie sur le site.

-----  
L'objectif de la présente visite d'inspection était de réaliser un point d'avancement de la prise en compte de ces éléments dans les analyses des risques menées par l'exploitant en vue de prévenir tout nouveau scénario d'incendie.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant précise que la surveillance des installations par un salarié de la société ESSITY pendant toute la durée d'intervention d'une entreprise extérieure est évaluée selon l'appréciation des risques menée dans le cadre de la signature du plan de prévention ponctuel ou du permis d'intervention le cas échéant. Par exemple, le choix a été retenu qu'une surveillance soit systématiquement menée par un salarié ESSITY en cas d'intervention nécessitant l'emploi d'un engin thermique dans un bâtiment à risque d'incendie. Dans les autres cas, la conduite de chantier peut être menée par le prestataire extérieur sous couvert du plan de prévention avec visite préalable ou d'un permis d'intervention.

Vu : Plan de prévention établi avec la société MEYER relative à l'intervention en date du 13/02/2025 pour le nettoyage de la toiture et le curage du réseau eaux pluviales jusqu'au bassin

d'orage dans le cadre de la fuite d'huile de la chaudière HTF.

Vu : Plan de prévention établi avec la société MEYER relative à l'intervention en date du 07/03/2025 sur le bassin orage Est pour l'écrouissage en surface de la pollution hydrocarbonée consécutive à la fuite d'huile de la chaudière HTF.

Ces deux plans de prévention comportent la mention et date de la visite préalable sur les lieux d'intervention et l'analyse des risques comprenant les mesures de prévention et de protection prévues. Chaque document est signé par les parties et les salariés intervenants de l'entreprise extérieure. En cela, le contenu des plans de prévention apparaissent répondre à l'attendu.

Au regard de ces éléments, le constat est levé. **La proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure sur ce point est abandonnée.**

**Absence d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Volume de confinement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.6.6.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 01/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 14/03/2024

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à deux bassins de confinement étanches aux produits collectés et d'une capacité de 4556 m<sup>3</sup> (bassin d'orage Ouest) et de 6127 m<sup>3</sup> (bassin d'orage Est) avant rejet vers le milieu naturel. [...] Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. [...]

**Constats :**

Rappel du constat [PDC21] formulé lors de la visite d'inspection du 01/02/2024 :

L'exploitant ne s'assure pas du maintien en permanence du volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie.

-----  
Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure avait été transmis à l'exploitant. Dans ces éléments de réponse portés à la connaissance de Madame la Préfète et de l'inspection des installations classées dans le cadre de la procédure contradictoire, l'exploitant précise les actions mises en place pour prévenir une nouvelle défaillance dans l'organisation interne du site (fermeture de la vanne de confinement depuis une date indéterminée). L'exploitant a établi une fréquence de vérification mensuelle des vannes de confinement en vue de s'assurer de la position ouverte des vannes. Il a transmis le registre de suivi de ces vérifications en appui.

-----  
L'objectif de la présente visite d'inspection était de vérifier la pérennité des actions mises en

<p>place par l'exploitant.</p> <p>Vu : le registre de vérification des vannes de confinement (position ouverte) complété du 1er juin 2024 au 1er avril 2025 pour les 3 vannes de confinement du site (vannes bassin Est, bassin Ouest, bassin magasin automatique).</p> <p>Au regard de ces éléments, le constat est levé. <b>La proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure sur ce point a été abandonné.</b></p> <p><b>Absence d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Liste des substances PFAS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/01/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat [PDC1] émis lors de la visite d'inspection du 27/06/2024 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas finalisé sa démarche d'identification des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation, en vue d'établir une liste exhaustive.</p> <p>-----</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant précise qu'il a prospecté auprès des salariés qui bénéficient d'une bonne connaissance des produits chimiques employés sur les lignes de fabrication du fait de leur ancienneté, sans résultat. Il prévoit de consulter des fournisseurs pour avancer dans sa démarche. L'inspection des installations classées indique à l'exploitant que les industries de fabrication de papier (et notamment de papiers toilettes) peuvent être concernés par les substances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 6:2 diPaP ou 6:2 fluorotelomer phosphate diester ;</li> <li>- 8:2 diPaP ;</li> <li>- 6:2 / 8:2 diPaP.</li> </ul> <p>Ces composés (phosphates de polyfluoroalkyle disubstitués) peuvent se transformer en PFAS plus stables tel que l'acide perfluorooctanoïque (PFOA). Il est recommandé que ces substances soient</p>

recherchées afin de vérifier si leur présence pourrait expliquer la teneur en AOF dans les rejets. Dans l'affirmative, il conviendrait alors d'identifier la source de cette substance.

Dans l'attente de prospections supplémentaires en cours, le constat est maintenu :

**[PDC8] : L'exploitant n'a pas finalisé sa démarche d'identification des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation, en vue d'établir une liste exhaustive.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 9 : Réalisation des campagnes d'analyse PFAS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/01/2025

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

**Constats :**

Rappel du constat [PDC2] émis lors de la visite d'inspection du 27/06/2024 :

L'exploitant n'a pas réalisé les prélèvements et analyses des PFAS au point de rejet des eaux pluviales potentiellement polluées. L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'avancement des actions déjà engagées.

-----  
Vu : bulletins d'analyses suite aux prélèvements supplémentaires réalisés.

L'exploitant a indiqué avoir effectué trois campagnes de mesures sur les rejets en sortie des

<p>bassins d'eaux pluviales ouest et est (points de rejet n°3 et n°5). les prélèvements et analyses ont été réalisés par EUROFINs sous couvert de l'accréditation.</p> <p>Après confirmation de l'exploitant le jour de la visite, <u>les prélèvements n'ont pas été réalisés aux points de rejet, mais directement dans les bassins. Or, les effluents font l'objet d'un passage dans un décanteur déshuileur en aval de chaque bassin avant rejet au milieu naturel. Les résultats transmis ne font donc pas état des effluents réellement rejetés au milieu naturel, les résultats peuvent être sur-évalués.</u> Chaque décanteur déshuileur fait l'objet d'un entretien (pompage et nettoyage) au moins annuel et d'une inspection visuelle tous les trois mois.</p> <p>A cet égard le constat [PDC2] de la visite d'inspection précédente est modifié comme suit :</p> <p><b>Constat [PDC9] : L'exploitant n'a pas réalisé les prélèvements et analyses des PFAS aux points de rejet final des eaux pluviales potentiellement polluées. Les résultats transmis associés aux prélèvements ponctuels directement dans les bassins d'eaux pluviales sont susceptibles d'être sur-évalués.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 10 : Exigences pour les prélèvements PFAS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Exigences pour le prélèvement</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/01/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat [PDC3] émis lors de la visite d'inspection du 27/06/2024 :</u>  L'exploitant n'a pas réalisé les prélèvements et analyses des PFAS au point de rejet des eaux industrielles dans les conditions normales d'activité. L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'avancement des actions déjà engagées.</p> <p>-----</p> <p>Vu : bulletins d'analyses suite aux prélèvements supplémentaires réalisés.  L'exploitant a réalisé une campagne de mesure supplémentaire comprenant un point de prélèvement sur le rejet principal du site correspondant au rejet après traitement des eaux industrielles (passage en STEP et lagunes) et un point de prélèvement en sortie directe de la STEP interne du site - le prélèvement a été effectué par l'exploitant et les analyses par EUROFINS, sous couvert de l'accréditation. Les prélèvements sont des prélèvements ponctuels et non des prélèvements asservis au débit sur 24h, comme imposé par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Au regard de ces éléments, le constat précédent [PDC3] est levé. Toutefois, <b>l'exploitant n'a pas fait réaliser les prélèvements sur les rejets d'eaux industrielles en sortie de site par un organisme accrédité avec asservissement au débit sur 24h (Constat [PDC 10]).</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 11 : Déclaration GIDAF des campagnes PFAS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/06/2023, article 4-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu : Déclarations PFAS sous l'application GIDAF : résultats des campagnes de septembre, octobre et novembre 2023.</p> <p><b>Constat [PDC11] :</b> L'exploitant n'a pas transmis les résultats des campagnes de prélèvements complémentaires réalisées en réponse à l'arrêté ministériel du 23 juin 2023 (campagnes réalisées sur les eaux pluviales potentiellement polluées et eaux industrielles en conditions normales d'activités - cf PDC 9 et PDC10 du présent rapport).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 :** Plan d'actions PFAS – Prioritaire national sur critère « flux AOF »

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'action
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/01/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions polluantes dans l'environnement [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Rappel du constat [PDC7] émis lors de la visite d'inspection du 27/06/2024 : L'exploitant n'a toujours pas transmis la réponse au courrier du 05/06/2024.</p> <p>-----</p> <p>L'exploitant a mené plusieurs actions suite au courrier de demande de réalisation d'un plan d'action de recherche et de suppression des PFAS au point de rejet demandé par courrier du 05/06/2024. Pour autant, l'exploitant n'ayant toujours pas répondu officiellement au courrier de demande de plan d'action, statuant sur l'état des connaissances acquises et la situation actuelle de l'établissement vis-à-vis des rejets aqueux en AOF, le constat est maintenu.</p> <p><b>Constat [PDC 12] :</b> L'exploitant n'a toujours pas transmis la réponse au courrier du 05/06/2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>En réponse au courrier du 05/06/2024 transmis, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'avancement des actions engagées et la mise à jour de son plan d'action au regard des résultats obtenus, visant à limiter les émissions aqueuses de PFAS dans l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

**N° 13 : PFAS - Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 07/03/2025, article L. 181-14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire

**Prescription contrôlée :**

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

**Constats :**

L'exploitant a mené des investigations complémentaires depuis la dernière visite d'inspection du 27/06/2024, dont le rapport a été transmis tardivement à l'exploitant. Pour autant, **aucun plan d'action n'a été formalisé et transmis à date à l'inspection des installations classées (Constat [PDC 13]).**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 14 : PFAS - Mesures d'investigation complémentaire**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :  
-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

## Constats :

L'exploitant a mené les investigations complémentaires suivantes depuis la dernière visite d'inspection du 27/06/2024 :

- trois campagnes de mesures ponctuelles sur les rejets en sortie des bassins d'eaux pluviales ouest (point de rejet n°5) et est (point de rejet n°3) - les prélèvements et analyses ont été réalisés par EUROFINS sous couvert de l'accréditation. Après confirmation de l'exploitant, les prélèvements n'ont pas été réalisés aux points de rejets, mais directement dans les bassins. Or, les effluents font l'objet d'un passage dans un décanteur déshuileur en aval de chaque bassin avant rejet au milieu naturel. Les résultats transmis ne font donc pas état des effluents réellement rejetés au milieu naturel, les résultats peuvent être sur-évalués. Chaque décanteur déshuileur fait l'objet d'un entretien (pompage et nettoyage) au moins annuel et d'une inspection visuelle tous les trois mois ;

- une campagne de mesure supplémentaire comprenant un point de prélèvement sur le rejet principal du site correspondant au rejet après traitement des eaux industrielles (passage en STEP et lagunes) et un point de prélèvement en sortie directe de la STEP interne du site - le prélèvement a été effectué par l'exploitant et les analyses par EUROFINS, sous couvert de l'accréditation.

Les résultats de ces investigations complémentaires :

- font état de la présence d'AOF dans les rejets des eaux pluviales en sortie des bassins d'orage est et ouest ;
- confirment l'absence de substance PFAS quantifiée dans les échantillons analysés (liste des 28 substances) ;
- présentent une absence de quantification en AOF au point de rejet des eaux industrielles de l'établissement ;
- présentent une teneur quantifiée en AOF en aval direct de la STEP industrielle du site, avant rejet dans les lagunes ;
- montrent une forte teneur en MES (6420 mg/L) constatée pour le prélèvement sur le bassin Est dont le marquage en AOF est de 230 µg/L ;
- présentent des teneurs en fluorures, lorsque ce paramètre est quantifié, faibles.

Les investigations menées à date ne permettent pas à l'exploitant de justifier de l'origine de la teneur en AOF ou d'écarter la possibilité que la teneur en AOF soit due à la présence de PFAS.

**Constat [PDC14] : L'exploitant doit poursuivre ses investigations complémentaires en vue de justifier l'absence de substance PFAS dans les rejets de l'établissement et l'absence de mise en œuvre de mesure de suppression ou de réduction des rejets aqueux en PFAS.**

## Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En réponse au courrier du 05/06/2024 transmis, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'avancement des actions engagées et la mise à jour de son plan d'action au regard des résultats obtenus, visant à limiter les émissions aqueuses de PFAS dans l'environnement.

L'inspection des installations classées souhaite également porter les informations suivantes à la connaissance de l'exploitant dans le cadre des investigations en cours :

La méthode d'analyse TOP-Assay (dite "TOPA") peut permettre d'obtenir des informations complémentaires à la méthode indiciaire AOF. Elle permet en effet de mettre en évidence la présence d'une certaine typologie de molécules mères selon l'analyse en laboratoire de molécules

filles.

Cette méthode ne permet pas une identification fine des substances mais fournit l'information de la présence ou non de molécules de type PFAS à chaîne carbonée plus longue. Cette technique part en effet du constat que les PFAS, bien que peu dégradables, se dégradent à terme en "PFAS terminaux" connus et analysables par des techniques analytiques actuelles. Ainsi, il s'agit d'effectuer une dégradation artificielle (par oxydation chimique) en laboratoire et de mesurer les substances filles (PFCA / PFSA) présentes dans l'échantillon. En appliquant cette technique sur un échantillon marquant en AOF sans marquer sur une des 20 substances PFAS peut permettre de savoir si la teneur en AOF de l'échantillon est liée à la présence d'une ou plusieurs substances PFAS (à ce jour non identifiées car non recherchées) ou à une autre substance organique fluorée non PFAS. La méthode de TOP Assay présente toutefois certaines limites, en particulier, les PFAS de type éther carboxyliques ne seront pas dégradés en substance fille aisément analysables et l'oxydation peut conduire à la production de PFAS ultra-court, plus difficile à détecter. Une sous-estimation de la charge en Pfas est donc possible.

Cette piste est à envisager par la société ESSITY pour confirmer ou infirmer la présence de PFAS aux points de rejet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 15 : PFAS – Mesures de suppression/réduction

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 07/03/2025, article L. 110-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets

**Prescription contrôlée :**

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable

**Constats :**

Cf partie "constats" du PDC précédent.

Les investigations menées à date ne permettent pas à l'exploitant de justifier de l'origine de la teneur en AOF ou d'écarter la possibilité que la teneur en AOF soit due à la présence de PFAS non recherchés.

**Constat [PDC15] :** L'exploitant doit poursuivre ses investigations complémentaires en vue de justifier l'absence de substance PFAS dans les rejets de l'établissement et l'absence de mise en œuvre de mesure de suppression ou de réduction des rejets aqueux en PFAS.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

En réponse au courrier du 05/06/2024 transmis, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'avancement des actions engagées et la mise à jour de son plan d'action au regard des résultats obtenus, visant à limiter les émissions aqueuses de PFAS dans l'environnement.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 16 : Incident sur chaudière HTF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'incident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fuite du liquide caloporteur de la chaudière HTF associée à la ligne Air Laid est intervenue le 13/02/2025. Elle a été déclarée par l'exploitant le 28/02/2025.</p> <p><b>Constat [PDC17]: L'exploitant n'a pas déclaré l'incident sur la chaudière HTF ayant occasionné une pollution du bassin d'orage Est du site, dans les meilleurs délais.</b></p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la pollution ayant été confinée sur le site, sans risque de pollution du milieu naturel, l'information immédiate n'a pas été jugée nécessaire.</p> <p><b>Pour autant, l'inspection des installations classées rappelle qu'une information doit lui être faite en cas d'évènement sur le site afin d'assurer que les mesures sont prises pour prévenir les atteintes à l'environnement.</b></p> <p>Les actions mises en œuvre par l'exploitant pour confiner la pollution, la traiter et surveiller le point de rejet des eaux pluviales apparaissent satisfaisantes.</p> <p>A cet égard, <b>la non-conformité est considérée comme levée</b>, tenant compte que l'exploitant a pris en considération l'attendu de l'inspection des installations classées sur ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Suivi des actions suite incident sur chaudière HTF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi des actions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport</p>

d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu : Analyse des causes de l'évènement et actions prises et prévues en vue de prévenir un nouvel incident, notamment : formation renforcée des opérateurs, étude sur la possibilité d'implanter une rétention en toiture, diminution du niveau d'huile dans l'installation (fait), identification visuelle du niveau haut sur l'indicateur de niveau (fait).</p> <p><b>Constat [PDC18] : L'exploitant doit informer l'inspection des installations classées de l'avancement des actions identifiées en vue de prévenir un nouveau débordement de fluide caloporteur par l'événement de la chaudière. Dans ce cadre, l'exploitant transmettra la fiche BARPI mise à jour des actions de remédiation.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 18 : Départ de feu ligne Air Laid

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration et suivi des actions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées le 03/03/2025 d'un départ de feu sur la ligne Air Laid, rapidement maîtrisé et sans propagation sur la ligne ou dans l'atelier.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, un point a été fait sur la zone impactée. Il est constaté que la zone</p>

concernée est limitée, en l'absence de propagation malgré l'empoussièrement visible sur la ligne. L'exploitant n'a pas encore identifié si le départ de feu est dû à un échauffement d'un palier moteur avec ignition du calorifuge ou s'il s'agit d'un défaut du capteur vibratoire de ce palier moteur. Le capteur vibratoire est une technologie sans fil avec batterie Lithium intégré transmettant les données par technologie sans fil. Le capteur a été détruit. L'exploitant précise que ce type de capteur a été généralisé sur la ligne et sur le site.

**Constat [PDC19] : L'exploitant doit transmettre la fiche BARPI à l'inspection des installations classées détaillant l'analyse des causes de cet évènement. En particulier, la fiche technique du capteur impacté doit être jointe.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 19 : Gestion des déchets générés par la pollution bassin Est**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.5.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des déchets

**Prescription contrôlée :**

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

**Constats :**

Vu : bassin d'orage ayant accueilli la pollution. Des traces de pollution sont toujours visibles sur les abords du bassin. Des boudins sont en place pour absorber le surnageant ;

Vu : intervention de l'entreprise MEYER en date du 13/02/2025 pour le nettoyage de la toiture et le curage du réseau eaux pluviales jusqu'au bassin d'orage ;

Vu : intervention de l'entreprise MEYER sur le bassin orage Est pour l'écémage en surface de la pollution hydrocarbonée, le 07/03/2025.

Vu : fiche de données de sécurité du fluide caloporteur marque EXXONMOBIL.

**Constat [PDC20] : L'exploitant transmettra les bordereaux de suivi de déchets associés à l'évacuation des déchets générés par les opérations de curage, écémage et nettoyage des abords du bassin.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé, notamment les bordereaux de suivi de déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 20 : Emissions de poussières à l'atmosphère**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets ligne Air Laid
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu : empoussièrement important visible sur la ligne et dans l'atelier (dépôts).  Vu : point de rejet en toiture du bâtiment de la ligne Air Laid. La toiture aux abords présente de nombreux dépôts de poussières dont certains agglomérés, de couleur rose (mélange colorant rouge et colorant blanc). Les eaux pluviales en toiture du bâtiment sont acheminées vers le bassin catastrophe Est. Les eaux du bassin passent par un décanteur déshuileur avant rejet au milieu naturel.</p> <p><b>Constat [PDC21] :</b> L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les émissions de poussières à l'atmosphère provenant de la ligne Air Laid. A noter que les points d'émission de poussières ne sont pas recensés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois